

# DE PARDIEU BROCAS MAFFEI

AVOCATS

## RAPPORT ANNUEL PACTE MONDIAL 2016

Juillet 2017

---

### SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>PRESENTATION DE DE PARDIEU BROCAS MAFFEI</b>	<b>2</b>
<b>2.</b>	<b>RENOUVELLEMENT DE NOTRE ENGAGEMENT</b>	<b>4</b>
<b>3.</b>	<b>SYNTHESE 2016</b>	<b>5</b>
<b>4.</b>	<b>DROITS DE L'HOMME</b>	<b>6</b>
<b>5.</b>	<b>CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	<b>7</b>
<b>6.</b>	<b>ENVIRONNEMENT</b>	<b>9</b>
<b>7.</b>	<b>LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b>	<b>11</b>

## DE PARDIEU BROCAS MAFFEI

AVOCATS

### 1. PRESENTATION DE DE PARDIEU BROCAS MAFFEI

Activité	Avocats
Forme Juridique	Association d'Avocats à Responsabilité Professionnelle Individuelle (A.A.R.P.I.)
Création	1993
Adhésion au Global Compact	2012
Localisation	Paris - France
Effectifs au 31 décembre 2016	Avocats : 132 dont 33 associés Fonctions de support : 45 personnes
Chiffre d'affaires	66 M€
Pour en savoir plus...	<a href="http://www.de-pardieu.com">www.de-pardieu.com</a>

**Cabinets d'avocats d'affaires français de référence**, DE PARDIEU BROCAS MAFFEI offre une **prestation globale**, alliant **complémentarité** entre ses équipes et **forte proximité** avec ses correspondants étrangers.

Notre réputation résulte à la fois de notre **indépendance** et de notre capacité à apporter, dans le cadre d'opérations souvent complexes et de grande envergure, des conseils créatifs et pertinents, adaptés aux attentes de nos clients. Ces valeurs requièrent une **implication totale** des associés. Elles exigent également la mobilisation et la coordination d'équipes spécialisées constituées d'avocats du cabinet et, si besoin est, des cabinets étrangers avec lesquels nous avons établi des **relations privilégiées et de longue date**.

Nos clients comptent ainsi parmi les principaux groupes industriels, financiers et de services, investisseurs institutionnels et fonds d'investissement, français et étrangers.

Nos équipes sont en mesure d'accompagner les clients du cabinet en France et à l'international dans les **principaux domaines du droit des affaires** :

- Corporate – M&A
- Private Equity et Financement LBO
- Financements
- Marchés de capitaux et Produits dérivés
- Réglementation bancaire et financière
- Financements structurés et Titrisation
- BFE – Banque Finance Entreprise
- Droit fiscal
- Entreprises en difficultés et Restructurations
- Contentieux des affaires
- Opérations immobilières et Financements immobiliers
- Partenariats Publics Privés (PPP)
- Contrats publics et Secteur public
- Urbanisme et Aménagement
- Énergie
- Activités industrielles régulées
- Concurrence et Régulation
- Distribution
- Propriété Intellectuelle et Contrats commerciaux
- Droit social
- Actionnariat salarié et Épargne salariale

## 2. RENOUVELLEMENT DE NOTRE ENGAGEMENT

DE PARDIEU BROCAS MAFFEI soutient les dix principes du PACTE MONDIAL des NATIONS UNIES concernant les droits de l'homme, les droits du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Nous renouvelons notre volonté de faire progresser ces principes dans notre zone d'influence et de les intégrer dans la stratégie de notre activité et dans nos modes opératoires.

Ce nouveau rapport annuel constitue une étape supplémentaire vers une plus grande formalisation du suivi des progrès effectués grâce à l'engagement quotidien des équipes de DE PARDIEU BROCAS MAFFEI.



Emmanuel Fatôme

Associé Gérant

### 3. SYNTHESE 2016

#### 3.1 Résultats 2016

DE PARDIEU BROCAS MAFFEI reconnaît que la préoccupation d'efficacité et de rentabilité, propre à la démarche entrepreneuriale partagée avec nos clients, doit être mise en œuvre en recherchant constamment l'équilibre entre les facteurs financiers et non financiers qui incluent la dimension sociale et environnementale.

L'engagement de DE PARDIEU BROCAS MAFFEI dans ce domaine se traduit par des actions et des initiatives concrètes qui impliquent les avocats et professionnels des fonctions de support, mais aussi les fournisseurs du cabinet.

2016 aura permis de mener les actions de progrès suivantes qui couvrent 3 des 4 axes de travail correspondant aux 10 principes promus par le PACTE MONDIAL des NATIONS UNIES:

Actions menées en 2016	Axe correspondant				Action engagée	Action réalisée
	Droits de l'homme	Conditions de travail	Env.	Lutte contre la corruption		
Suivi trimestriel des consommations d'énergie			x			x
Revue du fonctionnement de la Gestion technique du Bâtiment			x			x
Suivi des fournisseurs dans le cadre de notre charte des achats responsables	x	x	x			x
Dans le cadre des travaux de rénovation (partiel) et d'aménagement de locaux, remplacement des éclairages par des éclairages LED, en complément par des ampoules basse consommation généralisé par ailleurs			x			x
Communication régulière au sein du cabinet (éco-gestes: papier, électricité, climatisation / chauffage, ordinateurs)			x			x
Création en 2016 d'un Fonds de Dotation abondé par les associés : mécénat financier et mécénat de compétence permettant à chaque membre du cabinet d'allouer une partie de son temps de travail annuel au soutien d'une association ou d'un projet approuvé par le Fonds de Dotation	x					x
Mise à jour de la charte éthique du cabinet				x	x	
Développement de la diffusion des procédures du cabinet en matière de lutte contre le blanchiment (MAJ livret accueil)				x		x
Diffusion régulière des procédures internes du cabinet en matière de RSE		x	x			x
Coursiers LNC 360 (nouveau contrat signé au profit d'un prestataire favorisant les déplacements non polluants et la réinsertion professionnelle)		x	x			x
Taxis (nouveaux engagements contractuels pour l'utilisation de véhicules non polluants)			x			

### 3.2 Objectif 2017

En 2017, notre objectif est de continuer à exercer notre vigilance, de mettre en œuvre des actions de progrès dans le domaine environnemental, et de maintenir l'effort de formalisation du suivi initié depuis 2012.

Pour chacun des 4 axes correspondant aux 10 principes du PACTE MONDIAL, vous trouverez ci-après :

- Le rappel des principes
- La politique et les objectifs correspondant à ces principes
- Les actions mises en œuvre
- La mesure des résultats

## 4. DROITS DE L'HOMME

### 4.1 Rappel des principes

<b>Principe 1 :</b>	Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence
<b>Principe 2 :</b>	Veiller à ce que leur propre compagnie ne se rende pas complice de violations des droits de l'homme

### 4.2 Politique et objectifs

De par notre métier et notre périmètre géographique, nous sommes peu exposés à des violations des droits de l'homme.

Néanmoins, depuis sa création, DE PARDIEU BROCAS MAFFEI place l'homme au cœur de sa politique de développement tant en interne que dans notre manière d'exercer notre métier.

Pour nos achats, nous sélectionnons des fournisseurs qui proposent des produits respectueux de l'environnement et fabriquent dans des conditions respectant la dignité humaine.

### 4.3 Mise en œuvre

- Intégration du critère dans la sélection des fournisseurs
- Adhésion des fournisseurs à la charte des achats responsables
- Politique de recrutement et d'évaluation garantissant la non-discrimination entre les membres du cabinet (avocats et personnel)
- Adhésion à l'Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme (AADH)

#### 4.4 Mesure des résultats

- 100% des fournisseurs respectueux des droits de l'homme.

### 5. CONDITIONS DE TRAVAIL

#### 5.1 Rappel des principes

Principe 3 :	Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociations collectives
Principe 4 :	Eliminer toute forme de travail forcé ou obligatoire
Principe 5 :	Abolir de façon effective le travail des enfants
Principe 6 :	Eliminer la discrimination

#### 5.2 Politique et objectifs

Notre succès s'est bâti sur la qualité du service professionnel que nous rendons à nos clients. Cette qualité ainsi que le sens du service qui nous caractérisent ne sont possibles qu'en recrutant les meilleurs avocats, mais surtout en les aidant à continuer de développer leurs compétences dans leurs domaines respectifs.

Cela se traduit par une politique de formation dans laquelle s'impliquent fortement les associés (déjeuners de plateformes, interventions extérieures), mais aussi par un encouragement de tous, avocats et professionnels des fonctions de support à continuellement mettre à jour leurs connaissances pour améliorer leurs compétences.

Par ailleurs :

- Dans une profession aussi exigeante que la nôtre, les conditions de travail constituent une préoccupation de premier ordre tant pour fidéliser les avocats / membres du personnel que pour leur permettre de donner le meilleur d'eux-mêmes.
- DE PARDIEU BROCAS MAFFEI est soumis au respect du droit français qui poursuit toutes formes de travail forcé ou obligatoire, ainsi que tout travail réalisé par des enfants.
- La liberté d'association et la reconnaissance du droit à la négociation collective sont également étroitement encadrées par le droit social français et constituent une obligation pleinement respectée par notre Cabinet.

**5.3 Mise en œuvre**

- Respect des normes pour les installations – mise à disposition d'aménagements de travail permettant aux membres du cabinet d'exercer leur métier dans un environnement agréable et harmonieux
- Ergonomie des postes de travail (choix des équipements)
- Réunion périodiques des différentes équipes permettant d'aborder les sujets relatifs aux conditions de travail
- Réunions hebdomadaires (Directoire et Secrétaire Générale) et dès que nécessaire pour aborder des questions d'organisation et de gestion courante qui peuvent notamment leur être soumis par les avocats et les fonctions support
- Procédures de recrutement et d'évaluation garantissant la non-discrimination des collaborateurs / membres du personnel (grille de rémunération tenant compte de l'ancienneté dans la profession quel que soit le sexe)
- Adhésion à la charte des bonnes pratiques de la collaboration de l'Ordre des avocats de Paris dont DE PARDIEU BROCAS MAFFEI a été l'un des tous premiers adhérents
- Réaménagement d'un espace de vie pour créer un lieu de détente et de partage pour l'ensemble des membres du cabinet, mise en place d'événements internes et externes gastronomiques, sportifs ou ludiques pour favoriser la cohésion inter-départements
- Demande d'adhésion des fournisseurs à la charte des achats responsables du Cabinet qui prévoit le respect dans conditions légales de travail.

**5.4 Mesure des résultats**

	2016	2015
<b>Effectifs du Cabinet</b>	<b>172</b>	<b>165</b>
<b>Nombre de femmes</b>	<b>91</b>	<b>90</b>
<b>% de femmes dans l'effectif</b>	<b>53%</b>	<b>54.50%</b>
<b>Nombre d'avocats</b>	<b>133</b>	<b>124</b>
<b>Nombre de femmes</b>	<b>58</b>	<b>56</b>
<b>% de femmes avocats</b>	<b>44%</b>	<b>45%</b>
<b>Nombre d'associés</b>	<b>33</b>	<b>31</b>
<b>Nombre de femmes associés</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<b>% de femmes associés</b>	<b>18%</b>	<b>19%</b>

Répartition hommes / femmes des effectifs : 47 % - 53 %

- 18 % des associés sont des femmes
- 100% des fournisseurs se sont interdits de recourir au travail forcé ou obligatoire, ou au travail des enfants



## 6. ENVIRONNEMENT

### 6.1 Rappel des principes

Principe 7 :	Appliquer le principe de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement
Principe 8 :	Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
Principe 9 :	Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

### 6.2 Politique et objectifs

Nous sommes conscients de l'impact environnemental de l'activité économique, y compris dans les activités de services. C'est la raison pour laquelle DE PARDIEU BROCAS MAFFEI est engagé dans une démarche visant à minimiser concrètement l'impact de son activité sur l'environnement.

Cet engagement est l'affaire de tous. A travers la vigilance exercée et la définition d'actions de progrès, nous œuvrons au quotidien pour limiter notre impact environnemental, même s'il peut être considéré comme limité compte tenu de notre taille et de l'implantation géographique de nos activités.

### 6.3 Mise en œuvre

- Mise en œuvre (comme chaque année depuis 2013) d'analyses trimestrielles des consommations d'énergie avec notre prestataire de maintenance multi-technique et définition d'actions de progrès. Ainsi, le système de climatisation a été modifié et modernisé fin 2015 permettant au cabinet de constater une baisse notable de sa consommation électrique
- Communication régulière au sein du cabinet (éco-gestes: papier, électricité, climatisation / chauffage, ordinateurs)
- En 2016, changement de l'ensemble du parc de copieurs multifonctions pour s'équiper de matériels neufs permettant une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie et une baisse subséquente des émissions carbone, une utilisation du papier limitée grâce des fonctionnalités de pointe limitant les impressions, et l'utilisation de consommables eco-responsables/recyclage

- Recyclage via des partenaires spécialisés et agréés :
  - le papier,
  - les bouteilles plastiques,
  - les piles,
  - les bouchons plastiques,
  - les cartouches d'encre/toner de copieurs multifonctions,
  - le matériel informatique obsolète.
- Signature d'avenants avec les prestataires pour modifier les produits utilisés pour l'entretien des locaux en faveur de produits EcoLabel
- Changement de prestataires (taxis, coursiers, livraison repas) pour favoriser des déplacements non polluants (vélos, véhicules électriques ....) qui offrent de surcroît à leurs employés des possibilités de réinsertion professionnelle
- Mise en place de racks à vélos pour encourager les transports verts
- Installation de deux ruches (favorisant ainsi la biodiversité et la pollinisation).

#### 6.4 Mesure des résultats

	2016	2015
Consommation électrique en KvaH (12 mois avril - mars)	681 418	753 100
Electricité par m2	149.27	164.97
Consommation d'eau en m3	1901	3128
Consommation d'eau / m2	0.42	0.69
Consommation CPCU (chauffage) en m3	483	494
Consommation CPCU / m2	0.11	0.11
Consommation Climespace (climatisation) en m3	56 419	59 880
Consommation Climespace par m2	12.36	13.12
DJU	2 292	1760

Une baisse notable des consommations a été réalisée en 2016 alors même que l'effectif du cabinet enregistre une croissance constante des effectifs.

## 7. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

### 7.1 Rappel des principes

<b>Principe 10 :</b>	Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin
----------------------	---

### 7.2 Politique et objectifs

Par son **éthique**, les **règles déontologiques** et les principes essentiels propres à la profession d'avocat, sous réserve du respect du principe du secret professionnel, l'ensemble des avocats du Cabinet est concerné et notamment invité à agir activement dans les actions de **lutte contre la corruption** sous toutes ses formes.

Ainsi, le **Règlement Intérieur National (R.I.N)** stipule à son article 1.5 (Devoir de prudence) :

*En toutes circonstances, la prudence impose à l'avocat de ne pas conseiller à son client une solution s'il n'est pas en mesure d'apprécier la situation décrite, de déterminer à qui ce conseil ou cette action est destiné, d'identifier précisément son client.*

*A cette fin, l'avocat est tenu de mettre en place, au sein de son cabinet, une procédure lui permettant d'apprécier, pendant toute la durée de sa relation avec le client, la nature et l'étendue de l'opération juridique pour laquelle son concours est sollicité.*

*Lorsqu'il a des raisons de suspecter qu'une opération juridique aurait pour objet ou pour résultat la commission d'une infraction, l'avocat doit immédiatement s'efforcer d'en dissuader son client. A défaut d'y parvenir, il doit se retirer du dossier.*

(Art. 1.5 créé par DCN n°2011-002, AG du Conseil national du 18-06-2011 – Publiée au JO par décision du 30-06-2011 - JO 21 juillet 2011)

### 7.3 Mise en œuvre

Pour un avocat, la **mise en œuvre** des règles déontologiques et l'application du Règlement Intérieur National (R.I.N) se doit d'être **constante**.

S'agissant en particulier de la lutte contre le blanchiment :

- La profession a élaboré un cahier « Dissuader pour ne pas dénoncer », publié en janvier 2012, qui regroupe les textes applicables, leur commentaire, et des conseils pratiques à destination des avocats (disponible sur le site du CNB (<http://cnb.avocat.fr>)).
- Nous mettons en œuvre des procédures internes pour nous permettre de remplir les obligations mises à la charge membres du cabinet par le code monétaire et financier.
- Le dispositif mis en œuvre au sein du cabinet a été précisé et communiqué en 2012 à tous les membres du Cabinet (Procédure et support de formation), est rappelé chaque année et